

BARO GRAPHIE

PAYS DE LORIENT

Estimation du PIB

France

Le gouvernement a revu, le 15 mai, son estimation du PIB 2009 en tablant désormais sur un recul de 3%.

Chômage

Bretagne

Le nombre des demandeurs d'emploi a progressé de 25% en un an.

Auto-entreprises

Morbihan

96 auto-entreprises ont été créées de janvier à mai 2009, principalement dans le bâtiment.

Locaux d'activité

Pays de Lorient

Les surfaces accordées pour les locaux d'activités augmentent de 1,9 % fin 2008 par rapport à fin 2007.

SOMMAIRE**Démographie**

Les chiffres 2006

2

Au premier janvier 2006, la population du Pays de Lorient s'établit à 212 000 habitants. Elle a gagné près de mille habitants par an depuis 1999.

Habitat

Enquête logement

6

L'enquête logement Insee de 2006 a fait l'objet d'une extension régionale permettant d'observer plus finement ce qui s'y passe.

Habitat

Logement neuf

8

La production de logement neuf, tirée de l'avant par le secteur du logement collectif, s'est maintenue à un bon niveau malgré la crise.

Économie

Tourisme

10

Selon une étude menée par l'université de Bretagne-Sud, la valeur ajoutée du tourisme dans le Pays de Lorient se monte à 276 millions d'euros.

Économie

Le bâtiment

18

Portrait d'un secteur d'activité qui est plus dynamique dans les régions de la façade atlantique que dans le reste de la France.

» Revue de presse page 12

» Conjoncture page 14



Nous vous annonçons en mars de cette année que le Barographe allait changer de formule. Voici donc le Barographe n°12 dans un nouveau format, riche de 24 pages d'articles thématiques, d'une "revue de presse" et toujours des éléments de conjoncture relatifs à la vie du Pays de Lorient.

L'objectif de cette publication reste le même : diffuser la connaissance du territoire acquise par AudéLor à travers les études qu'elle réalise, qu'elle conduit, qu'elle finance, ainsi que les travaux des différentes composantes de l'observatoire territorial. Ce dernier collecte et organise des données afin de quantifier les phénomènes locaux, d'en analyser les évolutions, pour une meilleure connaissance des spécificités locales, qu'elles soient économiques, environnementales ou sociétales. Seul le partage de ces informations, par le biais des publications d'AudéLor, donne un sens à ce travail et le valorise.

Le Barographe, dans sa nouvelle forme, vous présente des synthèses d'études plus détaillées disponibles auprès d'AudéLor.

Ainsi, vous trouverez dans ce Barographe n°12, en plus des éléments de conjoncture économique, des éléments sur la démographie du Pays de Lorient issus des données diffusées par l'INSEE depuis janvier, sur l'habitat (sa structure sur l'agglomération, son niveau de production), sur l'économie touristique, sur le secteur du bâtiment et sur le potentiel de l'industrie éolienne en Bretagne.

Nous souhaitons que sa lecture soit l'occasion d'enrichir votre connaissance du territoire et qu'elle suscite des questionnements qui feront peut-être, par l'échange, l'objet d'un article futur.

» Étude

Un pôle industriel éolien est-il envisageable en Bretagne ?

Une étude coordonnée par AudéLor s'est interrogée sur la faisabilité d'un pôle industriel éolien en Bretagne. Son champ d'investigation couvrirait les domaines de la construction d'éoliennes, de la recherche et développement, et des services d'exploitation et de maintenance, avec pour cibles l'éolien terrestre et l'éolien offshore.

» Voir ses conclusions Page 22



Barographe N° 12
octobre 2009

ISSN : en cours

Tirage : 1000 exemplaires

Directeur de la publication : Philippe Leblanche

Rédaction : AudéLor 02 97 88 22 50

Design graphique : Alyzès 02 97 21 81 10

Impression : Ouest Imprimerie



PAYS DE LORIENT

Une croissance de près de 1000 habitants par an



L'Insee a publié en début d'année les chiffres des populations légales au 1^{er} janvier 2006. À cette date, la population du Pays de Lorient s'établit à 212 213 habitants, soit un gain de 6 917 habitants par rapport au grand recensement de 1999. La population a augmenté de près de mille habitants par an avec des différences marquées selon les parties du territoire.

www.insee.fr

→ Les résultats du recensement 2006 sont obtenus à partir des informations collectées lors des enquêtes de recensement de 2004 à 2008

Croissance en deuxième couronne d'agglomération

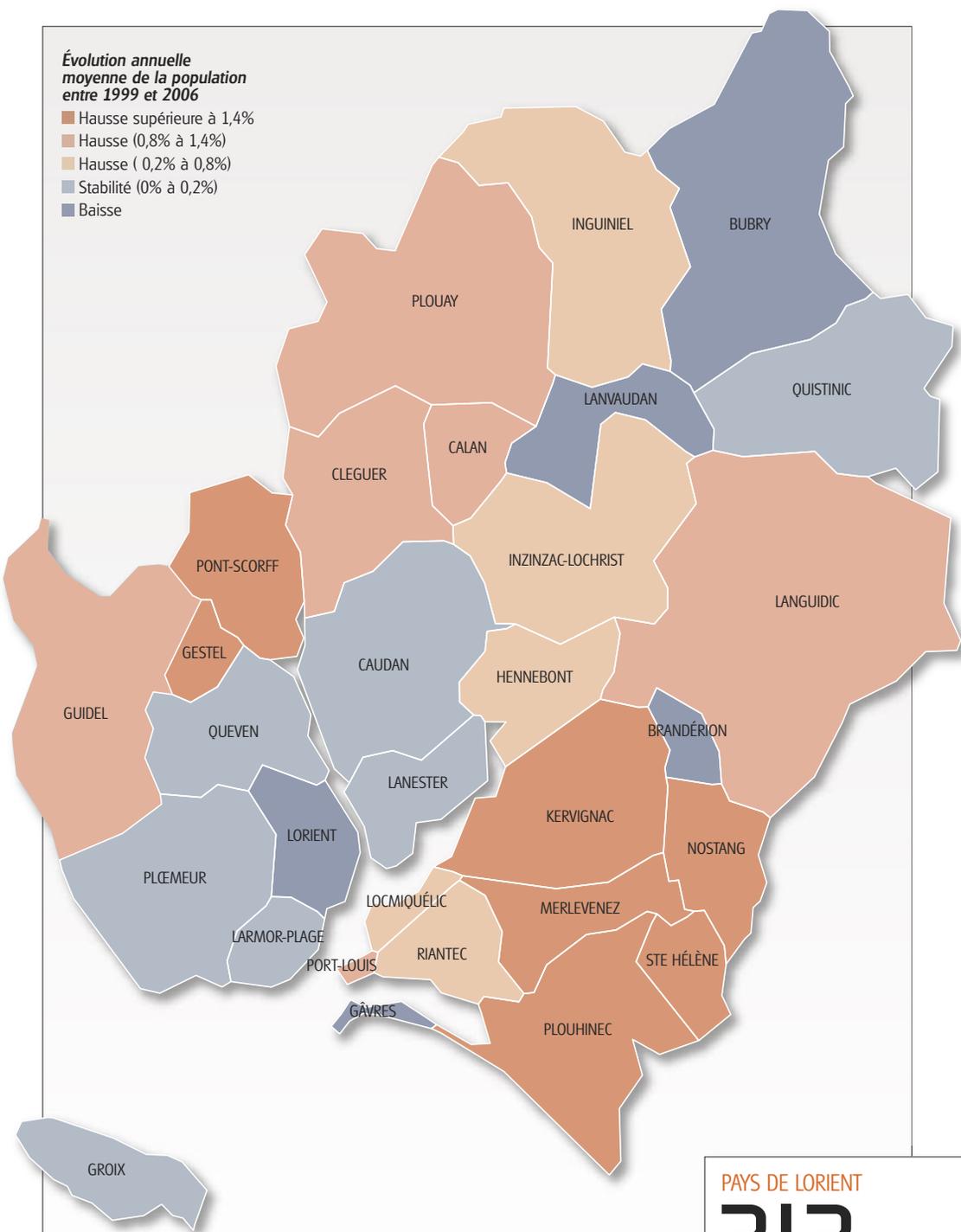
La comparaison des populations municipales 1999 et 2006 fait apparaître que les communes de Cap l'Orient Agglomération ont une croissance annuelle moyenne de 0,33% par an, contre 0,60% sur la communauté de communes de Plouay et pas moins de 2,39% sur la communauté de communes Blavet Bellevue Océan. La croissance démographique de l'agglomération se fait ainsi essentiellement dans les communes de la deuxième couronne : Guidel, Gestel, Pont-Scorff, Kervignac, Merlevenez, Plouhinec...

La capacité foncière facteur de croissance

La capacité foncière de développement semble être un facteur déterminant pour la croissance démographique d'une commune ou d'une partie de territoire. Gâvres en est une parfaite illustration : le territoire communal est pratiquement totalement urbanisé et laisse peu d'offres nouvelles de construction et donc d'opportunités d'installation pour de nouveaux ménages. À l'inverse, des communes qui disposent d'importantes capacités de développement, telles Kervignac ou Pont-Scorff, ont connu une forte croissance majoritairement due aux migrations. De nouveaux ménages sont arrivés, profitant d'une offre importante en terrain à bâtir relativement à la taille de la commune. Cependant, la disponibilité foncière n'explique pas tout dans la mesure où d'autres communes ayant elles aussi beaucoup développé leur parc de logement sur du foncier disponible n'ont pas atteint des croissances démographiques à la hauteur du foncier consommé.

Évolution annuelle moyenne de la population entre 1999 et 2006

- Hausse supérieure à 1,4%
- Hausse (0,8% à 1,4%)
- Hausse (0,2% à 0,8%)
- Stabilité (0% à 0,2%)
- Baisse



PAYS DE LORIENT

212 000

HABITANTS

Le Pays de Lorient comptait 212 213 habitants au 1^{er} janvier 2006

Un Pays de Lorient toujours attractif

La croissance démographique observée de 1999 à 2006 est liée pour environ un tiers (30%) au **solde naturel** et pour un peu plus des deux tiers (70%) au **solde migratoire**.

Le solde naturel positif est révélateur d'une capacité endogène de développement démographique, tandis que le solde migratoire positif est le signe d'une attractivité conservée pour le Pays de Lorient.

**TAILLE MOYENNE
DES MÉNAGES**

2,18

INDIVIDUS

le nombre de ménages augmente, leur taille moyenne en nombre d'individus diminue.

**QUELQUES CLÉS
POUR COMPRENDRE**

Solde naturel

Différence entre le nombre des naissances et celui des décès

Solde migratoire

Différence entre le nombre d'habitants arrivés et le nombre d'habitants partis

Variation totale de la population

Somme du solde naturel et du solde migratoire

Décohabitation

Diminution de la taille des ménages due au départ des enfants, aux séparations et aux décès

Les jeunes sensibles au prix de l'immobilier

La différence de croissance d'une commune à l'autre s'explique aussi par le marché de l'immobilier. Compte tenu du niveau des revenus des ménages de l'agglomération et des prix immobiliers plus élevés sur la première couronne, le littoral et le centre, les primo-accédants - souvent de jeunes ménages avec enfants ou sur le point d'en avoir - trouvent leur logement en deuxième couronne.

Comme par ailleurs les communes de deuxième couronne ont, ou avaient, d'importantes capacités foncières, la croissance démographique y est importante. Gestel, Guidel, Pont-Scorff, Languidic, Kervignac, Merlevenez ont une croissance annuelle moyenne proche ou supérieure à 1%.

L'analyse des transactions immobilières montre que les ménages acquéreurs de biens immobiliers sur le centre de l'agglomération sont plus âgés et de taille inférieure.

La décohabitation pénalise les centres urbains

Un autre phénomène explique la faible croissance de certaines communes : il s'agit de la **décohabitation**. À Lorient, où le nombre de nouveaux logements produits reste important malgré des disponibilités foncières réduites, comme sur les communes de première couronne où la hausse de population est proportionnellement très modeste, la majorité de l'offre nouvelle est consommée par la décohabitation.

Les nouvelles constructions permettent simplement de maintenir le niveau de population, car si le nombre de ménages augmente, leur taille moyenne en nombre d'individus diminue. Elle est désormais de 2,18 individus, 70% des ménages ne comportant qu'une ou deux personnes.

À terme, un rééquilibrage prévisible

Les communes du cœur d'agglomération, qui connaissent aujourd'hui une croissance ralentie, ont bénéficié de croissances démographiques équivalentes ou supérieures à celles dont bénéficient aujourd'hui leurs voisines de deuxième couronne.

Ces dernières pourraient subir les mêmes phénomènes d'érosion de leur croissance démographique au fur et à mesure de la raréfaction foncière et de la diminution progressive de la taille des ménages : vieillissement, départ des enfants, faible renouvellement de population du fait de ménages peu mobiles car majoritairement propriétaires, etc. Aussi, si conclusion il faut en tirer, ou enjeu en matière de développement, c'est que l'utilisation rationnelle du foncier doit être une priorité.

Les programmes immobiliers doivent être plus économes en espace, à Lorient comme en première et deuxième couronnes, si l'objectif est d'y maintenir ou d'y accroître la population. Cette utilisation économe de l'espace urbain est par ailleurs nécessaire pour assurer l'efficacité des investissements réalisés en matière d'infrastructures de transports collectifs.

Evolution de la population entre 1999 et 2006 par zones géographiques

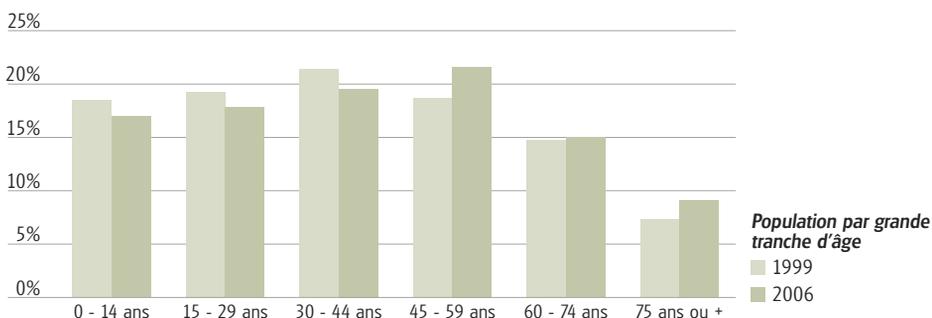
	Population en 1999	Population en 2006	Évolution moyenne annuelle	Part du solde naturel	Part du solde migratoire
Cap l'Orient agglomération	180 988	185 153	+0,33	+0,12	+0,20
Communauté de Communes région de Plouay, du Scorff et du Blavet	11 761	12 260	+0,60	-0,15	+0,75
Communauté de Communes Blavet Bellevue et Océan	12 547	14 800	+2,39	+0,67	+1,72
Pays de Lorient	205 296	212 213	+0,47	+0,14	+0,33

Le vieillissement se poursuit, le taux d'encadrement augmente

Déjà observé entre 1990 et 1999, ici comme sur l'ensemble du territoire national, le vieillissement de la population se poursuit. La part des moins de 45 ans diminue au profit des 45 ans et plus. Les moins de 20 ans représentent 23,6% de la population, contre 18,8% de 65 ans et plus. Il est à noter que la part des retraités a augmenté, passant de 23,6% à 28,9%. Mais la part des cadres et des professions intermédiaires a également cru depuis 1999, passant globalement de 16,8% à 19% tandis que celle des employés et ouvriers est stable (30,1% contre 30,9% en 1999).

	2006	1999
Agriculteurs exploitants	0,7%	0,9%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	3,2%	3,5%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,7%	4,6%
Professions intermédiaires	13,0%	11,7%
Employés	16,1%	16,0%
Ouvriers	14,5%	15,1%
Retraités	28,7%	23,9%
Autres personnes sans activité professionnelle	18,1%	24,3%

Population de 15 ans et plus selon la catégorie socio-professionnelle



Le nouveau mode de recensement

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est organisé par enquêtes annuelles tournantes.

Cette nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans.

Le recensement général de la population de 1999 aura été le dernier recensement concernant toute la population en même temps.

Pour les communes de plus de 10 000 habitants, un échantillon d'adresses regroupant environ 8% de la population est recensé chaque année. Pour les communes de moins de 10 000 habitants, la population est recensée, de manière exhaustive une fois tous les 5 ans.

Les populations légales datées du 1^{er} janvier 2006, qui donnent le nombre officiel d'habitants de chaque commune à cette date, ont été communiquées en janvier 2009.

Les caractéristiques des habitants (âge, sexe, professions, etc.) et des logements (tailles, typologie, etc.) sont disponibles depuis le 1^{er} juillet 2009, tandis que des données détaillées au niveau infra-communal seront disponibles en fin d'année 2009.

Chaque année les chiffres officiels seront ainsi communiqués par l'Insee avec un décalage de trois ans, les chiffres de la population légale au 1^{er} janvier 2007 étant communiqués en janvier 2010, etc.



AIRE URBAINE DE LORIENT

Le logement passé à la loupe

➤ L'Insee réalise tous les 4 ans une enquête logement. En 2006, 64 000 logements ont été enquêtés sur l'ensemble du territoire national.

Cette enquête a fait l'objet d'une extension régionale sur les principales agglomérations bretonnes permettant d'enquêter davantage de logements et d'observer plus finement ce qui s'y passe.

88m²

→ Taille moyenne des logements

59%

→ Parc de maisons individuelles

Essentiellement des résidences principales

On dénombre sur l'aire urbaine de Lorient 104 200 logements. Il s'agit à 87,9% de résidences principales. Cependant, l'aire urbaine de Lorient est après Quimper celle où la part de résidences secondaires est la plus importante (6,9% contre 5,9% sur l'ensemble de la Bretagne).

Des logements petits mais récents

La part des maisons individuelles est très inférieure à la moyenne régionale (59% contre 70%), mais elle reste supérieure à la moyenne nationale. Avec 88 m², la taille moyenne des logements, comparable à la moyenne nationale, est largement inférieure à la moyenne régionale.

C'est un parc de logements relativement récents : 60% d'entre eux datent d'après 1968. Ils sont très majoritairement occupés par des propriétaires. Cette part importante de propriétaires est caractéristique de l'ensemble de la Bretagne et très supérieure à la moyenne nationale.



Un parc de logements très récents

AIRE URBAINE
DE LORIENT

104 200

LOGEMENTS

L'aire urbaine de Lorient comptait 104 200 logements en 2006, dont 4,7% de logements vacants.

Des ménages satisfaits de leur logement

En 2006, la plupart des ménages se déclarent satisfaits de leurs conditions de logement. Ce niveau de satisfaction est plus élevé que celui observé au niveau national (77% contre 74%).

Les raisons liées au logement ou à son environnement n'interviennent que dans un tiers des cas dans les causes de déménagement. Les autres causes se partagent entre un événement familial ou personnel (29%), un changement professionnel (19%), le changement de statut (locataire souhaitant devenir propriétaire ou le contraire, 12%). Dans 7% des cas, le déménagement était contraint.

L'aspiration à la maison individuelle

Les ménages de l'aire urbaine de Lorient qui souhaitent changer de logement désirent habiter une maison individuelle. Une analyse comparée entre aires urbaines montre que plus il y a de maisons individuelles dans le parc total et plus le type de logement envisagé sera lui aussi une maison. Ainsi, à Lorient, le parc de logement est constitué à 59% de maisons individuelles. Parmi les ménages qui envisagent de déménager, 63% souhaitent une maison individuelle.

Ce choix est pourtant synonyme d'éloignement pour les ménages vivant en appartement, majoritairement en cœur d'agglomération.

TRAJET DOMICILE-TRAVAIL

16 MINUTES

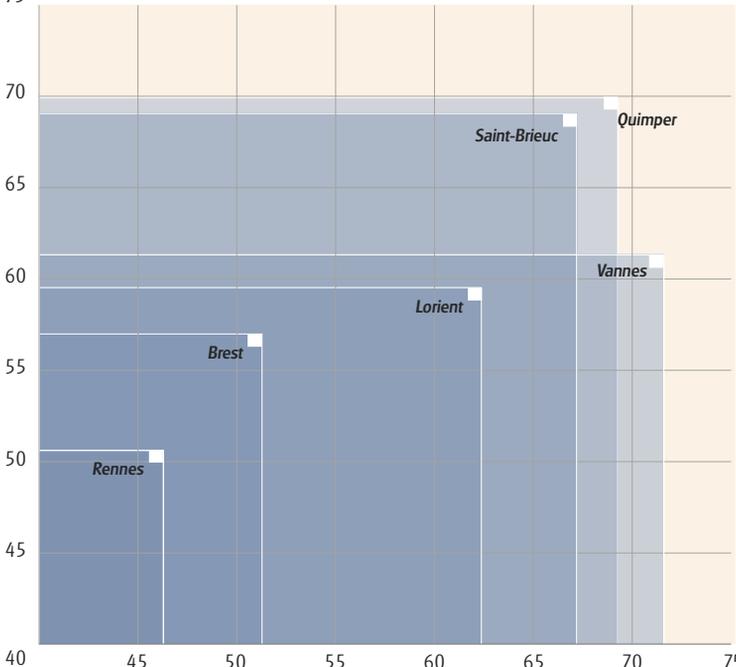
Les actifs occupés de l'aire urbaine de Lorient mettent en moyenne 16 minutes pour se rendre à leur travail. 25% d'entre eux mettent moins de 10 minutes et 25% mettent plus de 20 minutes.

	Aire urbaine Lorient	Région Bretagne	Total France	Aire urbaine Vannes	Aire urbaine Quimper	Aire urbaine Rennes
Maison individuelle	59%	70%	56%	62%	69%	50%
Logement collectif	41%	28%	43%	36%	31%	48%
Surface moyenne	88m ²	95m ²	91m ²	101m ²	103m ²	85m ²
Pourcentage de locataires	38%	35%	43%			
Pourcentage de propriétaires	62%	65%	57%			

Caractéristiques comparées du logement

Source : Insee, enquête logement 2006

75 Poids des maisons individuelles dans le parc



Le choix pour une maison individuelle est dépendant de la structure du parc de logement

Source : Insee, enquête logement 2006

Souhaits de maison individuelle en %

CAP L'ORIENT AGGLOMÉRATION

La production de logement neuf se maintient

➤ Avec 1083 logements achevés en 2008, la production de logement neuf, tirée de l'avant par le secteur du logement collectif, s'est maintenue à un bon niveau malgré la crise.

1083

→ Nombre de nouveaux logements achevés en 2008 sur le territoire de Cap l'Orient agglomération



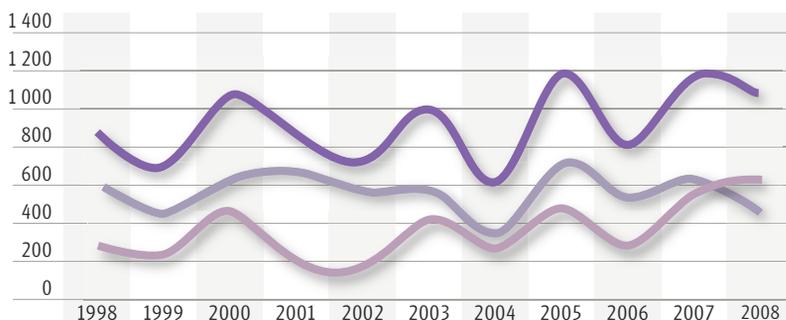
Sur le même thème, les communications de l'observatoire territorial à télécharger sur www.audelor.com

Un léger recul par rapport à 2007

La production de logement neuf des dix dernières années était plutôt cyclique, avec une alternance de hausses et de baisses parfois spectaculaires. Ainsi le creux des années 2003-2004 (-37,7%) était suivi du pic des années 2004-2005 (+90,7%). Rien de tel en 2008. Avec 1083 logements achevés, la production n'est qu'en léger recul par rapport à 2007. On peut même parler de stabilité avec une baisse limitée à 7,11%. C'est une bonne surprise car le faible nombre de logements autorisés en 2007, surtout en logement individuel, laissait augurer d'un niveau plus faible pour 2008.

Évolution annuelle du nombre de logements terminés (1998-2008)

■ Total
■ Individuels
■ Collectifs



Plus de collectif que d'individuel

La seconde surprise est que, pour la première fois en douze ans, la production de logements collectifs est supérieure à la production de logements individuels. C'est à la fois le signe des difficultés des primo-accédants à faire aboutir des projets en maison individuelle, et la confirmation d'un changement durable de la production vers davantage de collectif. C'est cette forte part du logement collectif qui explique la bonne tenue relative du niveau global de production.

EN 2008

47 HECTARES
CONSOMMÉS

la consommation foncière de la production de logements neufs reste plus élevée que les objectifs du programme local de l'habitat communautaire. Elle est nettement différenciée selon les produits et les secteurs.

	Types	Quantité de logements
Logements	Individuels purs	9 à l'hectare
Logements	Individuels groupés	29 à l'hectare
Logements	Collectifs	59 à l'hectare
Secteurs	Lotissement	21 à l'hectare
Secteurs	ZAC	34 à l'hectare
Secteurs	Diffus	18,6 à l'hectare

Un peu moins gourmands en hectares

Les 1083 logements produits en 2008 ont consommé 47 hectares, soit une densité moyenne faible, avec seulement 22 logements à l'hectare. C'est cependant une production plus économe en surface que les années passées.



Répartition de la production par types de logements

Quelques chiffres complémentaires

460 NOUVEAUX LOGEMENTS INDIVIDUELS

- dont 20 sont des locaux devenus logements et 440 sont des logements neufs.
- 97 de ces maisons neuves sont issues de programmes groupés (exclusivement des logements individuels) et 47 de programmes mixtes (comprenant également des logements collectifs).

623 LOGEMENTS COLLECTIFS PRODUITS

- parmi lesquels 29 sont issus de changements de destination de locaux, et 594 sont neufs, dont 67 issus de programmes mixtes.

181 NOUVEAUX LOGEMENTS H.L.M. PRODUITS

- dont 70 maisons individuelles.
- Ces 181 logements représentent 17% de la production totale.

PAYS DE LORIENT

Tourisme : une plus value de 276 millions d'€

➤ Au printemps 2007, le JET (Junior Entreprises et Territoires) de l'Université de Bretagne-Sud a réalisé une étude chargée de mesurer la valeur ajoutée touristique du Pays de Lorient. Il lui a fallu mettre au point une méthode spécifique et recueillir des données économiques relatives à plus de 5400 établissements avant d'estimer la valeur ajoutée globale du tourisme dans le Pays de Lorient. Celle-ci se monte à 276 millions d'euros.

276 millions d'euros

→ estimation de la valeur ajoutée touristique dans le Pays de Lorient

+ d'infos

→ Comité Départemental du Tourisme (CDT)
→ Office National du Tourisme (ONT)

Le tourisme, un secteur majeur

L'étude a montré que le tourisme peut être identifié comme un secteur majeur du Pays de Lorient. En effet, le tourisme est générateur de valeur ajoutée et il agit comme facteur moteur de développement pour de nombreux autres secteurs tels l'agriculture, l'industrie, l'artisanat de production, etc. Le tourisme est donc une activité interpénétrée

et étroitement liée à d'autres champs économiques.

Si l'économie française est la première économie réceptive en tourisme, il reste que le tourisme est une activité qui est relativement méconnue. Il importe donc de disposer d'une bonne base d'informations et de données, pour permettre aux décideurs et acteurs de l'économie touristique, de développer des stratégies orientées vers des objectifs précis.

concerne 5427 établissements touristiques, sur un volume global de 6940 entreprises touristiques du Pays de Lorient. D'autre part il faut noter que ce résultat se base sur l'addition de valeurs ajoutées moyennes et sectorielles.

Outre mesurer la richesse, la méthode ValorJET permet de mieux comprendre la manière dont la valeur ajoutée se distribue au sein des activités. Elle permet aussi de mettre en valeur l'interdépendance entre ces différentes activités.

La mesure de la valeur ajoutée touristique est un sujet novateur en France. Pourtant, elle s'avère précieuse lorsque l'on analyse le territoire, car elle amène à réfléchir sur la notion d'impacts indirects et induits. C'est ce qui en fait un élément particulièrement éclairant pour orienter les politiques publiques.

PAYS DE LORIENT

6940

ÉTABLISSEMENTS
LIÉS AU TOURISME

Le Pays de Lorient compte 6940 établissements liés au tourisme. L'étude a porté sur 5427 d'entre eux.

Mieux le connaître pour mieux agir

La méthode ValorJET utilisée pour l'étude a permis d'estimer la valeur ajoutée touristique totale dans le Pays de Lorient à 276 millions d'euros. Ce résultat est une estimation qui doit être interprété selon un contexte particulier. En effet, ce total

La méthode ValorJET

À ce jour, le tourisme n'est pas une activité identifiée dans les nomenclatures statistiques. Or, dans le contexte des mutations économiques, l'économie résidentielle devient l'un des piliers économiques des territoires tel celui du Pays de Lorient. D'où l'intérêt de mesurer l'importance économique du tourisme dans une approche de valeur ajoutée qui caractérise l'activité touristique directe et surtout indirecte : alimentation, transport, loisirs, etc.

La méthode ValorJET mise au point pour l'occasion s'appuie sur sa méthodologie dite "de Montpellier" établie par l'Insee. Elle a consisté à classer les activités économiques puis les communes selon leur degré de "touristicité", un néologisme qui désigne l'intensité de l'activité touristique. Le croisement entre les critères d'activité et de localisation a permis de caractériser les 5400 entreprises étudiées et d'en déduire un ratio de valeur ajoutée touristique sur leur chiffre d'affaires. Une dernière phase de validation empirique a confronté le modèle utilisé à la réalité du terrain par une enquête effectuée auprès d'un échantillon d'entreprises touristiques.

Extrait des résultats de l'enquête empirique 2007

■ Communes bien équipées pour le tourisme

■ Communes moyennement équipées pour le tourisme

	Type d'établissement	Nombre d'employés		Période de saisonnalité	CA lié au tourisme	Spécificités du lieu (commune, établissement)	Type d'établissement
		à l'année	en saison				
Plouhinec	Supermarché	15	double en été (30)	Pic juillet/août	45 à 75%	lieu de passage, lien entre plusieurs communes	Moins qu'avant (30 à 40% en plus sur le CA)
	Bar	2	2	Pic juillet/août	30%		Fort
	Agence de transaction et location	2		Pas de saisonnalité marquée	50%		Plus il fait beau, plus il y a de monde (sauf l'été)
	Boulangerie	4	5/6	Moins marquée qu'il y a 10 ans	20 à 45%	Belle arrière-saison	Fort (vente de glaces)
Port-Louis	Crêperie	3	5	Juillet, août	70 à 80%		Très fort
	Pâtisserie	2	3	Juillet, août	50%		Très fort
	Restaurant			Juillet, août	40 à 50%	Influence des marchés nocturnes	Très fort
	Pizzeria	3	5	Juin à septembre	50 à 60%		Très fort
	Bar PMU			Juillet, août	50%		Fort
Plouy	Supermarché	35	39	Juillet, août	25 à 45%		Fort
	Boulangerie	6	9		25 à 30%		Fort (vente de glaces)
	Charcuterie	2	2	15 juillet à fin août	20%	Peu d'attrait tourist. passage d'anglais	La pluie est bénéfique
Calan	Crêperie	2	2	juillet et août la saison s'allonge	45 à 75%	Influence du Festival Interceltique	Fort
	Crêperie		3/4	14 juillet à fin août	45 à 75%		Fort
	Bar			durant l'année, CA diminue en été	0 à 5%	Clientèle locale	Faible

Une valeur ajoutée distribuée sur de nombreuses activités

Les effets économiques liés au tourisme dépassent très largement les seules entreprises traditionnellement associées au tourisme qui sont l'hébergement et la restauration. Nombre de commerces, d'activités de construction bénéficient également de la demande touristique. L'industrie est également représentée notamment dans les industries agro-alimentaires : fabrication de gâteaux bretons, crêpes, etc.

Activité	VA touristique en k€	Part de l'activité sur la VA totale
Hôtels et restaurants	83 962	30%
Autres commerces de détail	37 664	14%
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	24 612	9%
Activités récréatives, culturelles et sportives	22 833	8%
Bâtiment	20 267	7%
Industries alimentaires diverses	18 564	7%
Transport routier de voyageurs	13 928	5%
Magasins d'alimentation	11 924	4%
Services personnels	9 818	4%
Services divers aux entreprises	9 776	4%
Agences de voyage	5 721	2%
Divers autres	16 838	6%

L'étude réalisée montre que les impacts économiques liés au tourisme sur ces activités sont majeurs bien qu'ils soient souvent mal connus.

DÉCEMBRE 08



Serf CAUDAN MÉTALLURGIE
Mise en liquidation judiciaire (70 emplois).



Guerbet LANESTER PHARMACEUTIQUE
Usine pharmaceutique : investissement pour doubler sa capacité de production d'ici 2013 : + 30 salariés d'ici cette date.

JANVIER 09



DCNS LANESTER DEFENSE
Commande par l'État d'un 3^e BPC (bâtiment de projection et de commandement).



Port de pêche de Kéroman LORIENT PÊCHE
Bilan 2008 du port de pêche de Keroman : maintien (-1 %) du tonnage de poissons débarqué alors que des baisses importantes sont constatées dans d'autres ports.



Aéroport de Lorient PLŒMEUR TRANSPORT
Maintien du trafic de l'aéroport de Lorient (+1,3 %), baisse à Quimper, Lannion ou Rennes. Fortes hausses à St Brieuc, Dinard et Nantes. Lorient : 4^e aéroport breton (Bretagne historique).



Lann Bihoué PLŒMEUR MARINE
Solde de +269 postes d'ici 2014 au lieu des 405 annoncés.



CEP de Keroman LORIENT PORT
Élévateur du CEP de Keroman : 263 navires en 2008 contre 253 en 2007.



Port de commerce de Kergroise LORIENT ÉCONOMIE
La barre des 3 millions de tonnes est franchie grâce à la nutrition animale et au ciment. Augmentation de +5,3 % en 2008.

FÉVRIER 09



SBFM LANESTER FONDERIE
(pièces de fonte pour l'automobile) plan de restructuration envisagé en lien avec arrêt d'une chaîne de production : -237 emplois ; redressement judiciaire depuis janvier.



Coriolis LORIENT COMPOSITES
Tissage de carbone : 7 nouvelles embauches prévues en 2009 (après 5 embauches de salariés de la Sérémap).

MARS 09



Chantier du Rohu STX LANESTER PÔLE NAVAL
Mise à l'eau du Tide Dronninen : 2^e ferry du chantier du Rohu STX. "2009 n'est pas une année de charge haute" selon le directeur du site. Maintien à 140 salariés.



Chantelle LANESTER CONFECTION
6 semaines de chômage technique. Parmi les 14 sites de production de Chantelle, il y a 2 sites de production en France (Lanester et Épernay).



Alliaura Marine LANESTER CONSTRUCTEUR
Sur le site du Rohu : 50 à 100 emplois fin 2009.



Nautisme FRANCE SECTEUR D'ACTIVITÉ
Baisse d'activité du nautisme de 50% selon le président de la Fédération des Industries Nautiques Jean-François Fountaine.



ISS LANESTER NETTOYAGE
Création d'une entreprise au Rohu pour la gestion de matériel de la DCNS.

AVRIL 09



METI LARMOR-PLAGE INFORMATIQUE
L'entreprise (informatique pour la grande distribution et notamment Carrefour) a recruté 40 personnes en 2008. Avec 150 personnes elle réalise 30 % de son chiffre d'affaires à l'export.



GERBAM PLOUHINEC DÉFENSE
Fermeture du centre d'essais programmée en 2011, une cellule de reclassement va être créée.



Imerys PLŒMEUR CARRIÈRES
Kaolins : Plan social, 25 emplois concernés à Plœmeur.



Centre de cure et de résidences de tourisme LARMOR-PLAGE TOURISME
Début des travaux en 2011, ouverture annoncée pour 2013 (70 à 130 emplois).



Océan développement LORIENT NAUTISME
Inauguration de Océan développement à Keroman.



Lagrassière contion HENNEBONT CONFECTION
Liquidation judiciaire de l'entreprise Lagrassière contion (Hennebont) – 63 salariés.



Pech alu INZINZAC-LOCHRIST MÉTALLURGIE
35 salariés : Pech alu se diversifie en produisant des passerelles métalliques. L'activité reste à 90 % dans le fluvial et maritime.



Transports Rivalan CAUDAN TRANSPORTS
96 salariés : confirmation de 47 licenciements.

AVRIL



KrustaNord LORIENT AGROALIMENTAIRE
Projet d'agrandissement de l'entreprise (cuisson de crevettes tropicales).

MAI 09



Kannad GUIDEL AÉRONAUTIQUE
L'entreprise se concentre sur la balise de détresse aérienne après avoir cédé une partie de son activité (instrumentation scientifique) à NKE.



6S cosmétiques CAUDAN COSMÉTIQUE
Licenciement économique de 8 salariés dans l'entreprise.



Région BRETAGNE ÉCONOMIE
Pour la première fois depuis 3 ans, le commerce extérieur breton est en déficit notamment en Ille et Vilaine et dans le Morbihan. Les exportations d'automobiles et de viande sont en forte baisse au 1^{er} trimestre 2009.



SBFM CAUDAN FONDERIE
La période d'observation de SBFM est prolongée de 6 mois.



Kerpont Industries CAUDAN INDUSTRIE
45 personnes à Caudan présentent un projet d'extension industrielle de 1,2 millions d'Euros.

JUIN 09



Locadif CAUDAN BÂTIMENT
Société de location et vente de matériel de chantier de 57 salariés mise en redressement judiciaire.



BCI Appolia LANGUIDIC INDUSTRIE
Une nouvelle gamme de céramique culinaire est créée par cette entreprise de 51 salariés (4 millions de chiffres d'affaires).



DCNS et Nass & Wind LORIENT ET PLCEMEUR ENERGIE RENOUVELABLES
Les deux sociétés ont présenté leur projet d'éoliennes offshore "Winflo" ; 2 sites à l'étude, dont 1 au large de Lorient. Les retombées attendues à terme sont de 100 emplois directs et 500 indirects.



SBFM CAUDAN FONDERIE
La reprise de l'entreprise par Renault est annoncée sans licenciements.

JUILLET 09



NRJ Bio LORIENT ENERGIE
Spécialisée dans la photovoltaïque, l'entreprise va développer son réseau d'agences dans l'ouest.



Alliage PLCEMEUR NAUTISME
L'entreprise de construction de voiliers maintient ses 30 salariés et a une production assurée à 100 % pour 2010 et 50 % pour 2011.

AOUT 09



Festival Interceltique de Lorient LORIENT CULTURE
Bilan satisfaisant avec 650 000 visiteurs et 80 000 entrées payantes.



Plastimo LORIENT NAUTISME
Albert Journau, PDG du groupe, informe que le chiffre d'affaire a diminué de 30 %. Un plan de restructuration est annoncé pour l'automne.



Port de pêche LORIENT PÊCHE
La restriction voire l'interdiction de la pêche en eaux profonde "mettrait en péril l'équilibre des ports de pêche" selon les pêcheurs et organisations de producteurs.



Lorco PONT-SCORFF AGROALIMENTAIRE
Investissement de 8 millions d'euros pour la création d'une nouvelle ligne de production pour le lait en bouteille UHT. Création de 15 emplois supplémentaires (115 emplois actuellement).



Les Forges Le Béon LORIENT INDUSTRIE
Investissement de 1,5 million d'euros, pour accroître ses capacités de production. L'entreprise fabrique des pièces de connexion (câbles...) et va créer 3 emplois (en plus de 66 existants).



DCNS LORIENT DEFENSE
le plan de charge est assuré jusqu'en 2020. Actuellement, il y a 2 000 emplois sur le site.

SEPTEMBRE 09



Celtic Submarine BSM LORIENT NAUTISME
Ce projet de centre d'affaires (2 bâtiments) de 9 000 m² sera livré fin 2010 sur la ZAC de Keroman. Il est destiné à accueillir une cinquantaine d'entreprises de la filière nautisme.



Naturapôle LORIENT IMMOBILIER
Programme de bureaux HQE situé à Kerfichant, les travaux vont démarrer au 1^{er} trimestre 2010.



Marsaudon Composites LORIENT NAUTISME
Mise à l'eau du multicoque Prince de Bretagne. C'est le 2^{ème} bateau de course construit par ce chantier qui emploie 30 personnes.



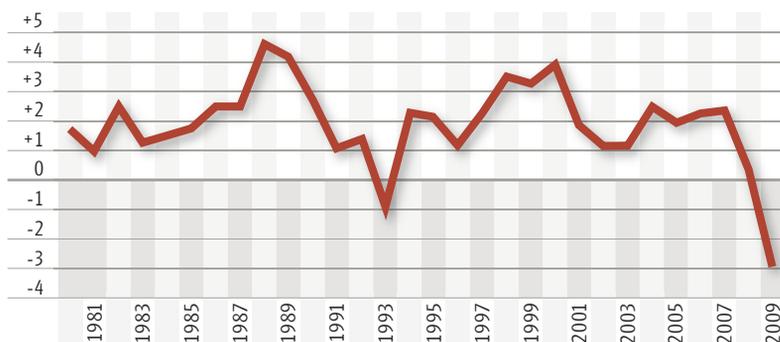
Plastimo LORIENT NAUTISME
Le PDG du groupe Navimo a annoncé en comité d'entreprise que la plate-forme logistique de Keroman pourrait être fermée. 40 emplois sont directement menacés.

France

→ Une forte baisse du PIB en 2009

Évolution du PIB en France depuis 1980

Source : INSEE
2009 : prévision révisée au 15 mai



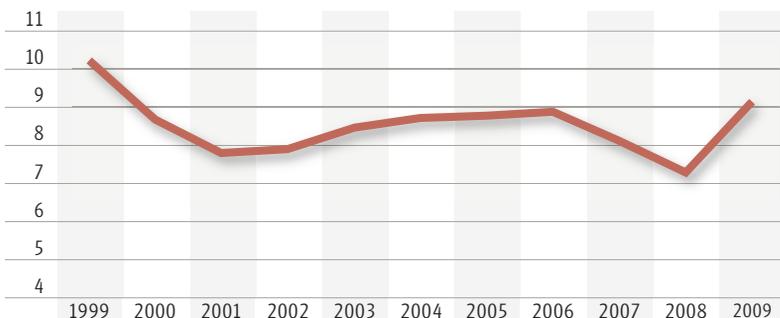
Depuis septembre 2008 et la crise financière mondiale, la situation économique française s'est nettement détériorée. La France est entrée en récession pour la première fois depuis 1993 (seule année où le PIB avait diminué depuis 1975). En 1993, la diminution du PIB avait été de -0,9 %. Aujourd'hui, la prévision pour 2009 est de l'ordre de -3 %.

France et Bretagne

→ Le taux de chômage remonte

Le taux de chômage au mois de juin de 1999 à 2009 (France métropolitaine)

Source : INSEE



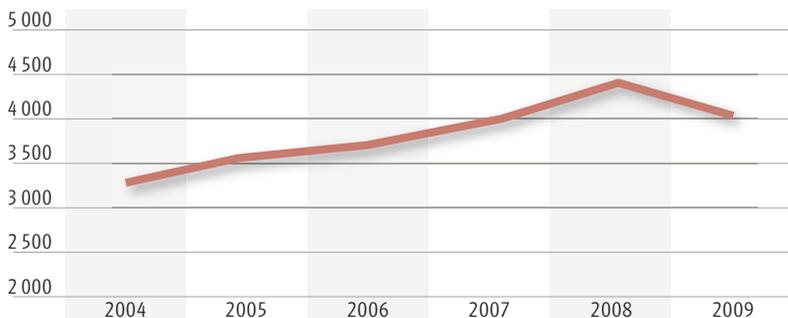
La baisse du PIB entraîne des suppressions d'emplois importantes et une remontée du taux de chômage. Pour la fin de l'année, le taux de chômage en France pourrait être supérieur à 10 %. En juin 2009, le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît un peu plus vite en Bretagne (+29,0 % en 1 an) qu'au niveau national (+25,7 %). Le taux de chômage breton reste toutefois sensiblement inférieur à la moyenne française.

Pays de Lorient - Premier semestre

→ Chiffres d'affaires en baisse de 8%

Évolution du CA au 1^{er} semestre dans le Pays de Lorient (en millions d'euros)

Source : DGI
Traitement AudéLor
Périmètre : Centre des Impôts secteurs Lorient Nord et Sud



Le 1^{er} semestre 2009 marque une rupture dans l'évolution de l'activité du Pays de Lorient. En effet, après 4 années consécutives de hausse rapide (+7,4 % l'an en moyenne), le chiffre d'affaires des entreprises locales connaît une diminution sensible (-8,0%) par rapport au 1^{er} semestre 2008. Cette diminution représente une perte de 350 millions d'euros. La baisse constatée au 1^{er} trimestre 2009 (-5,7 %) s'est accélérée au 2^e (-10,0 %). Elle touche des secteurs industriels mais aussi des secteurs tertiaires.

Lorient - Zone d'emploi - Entreprises

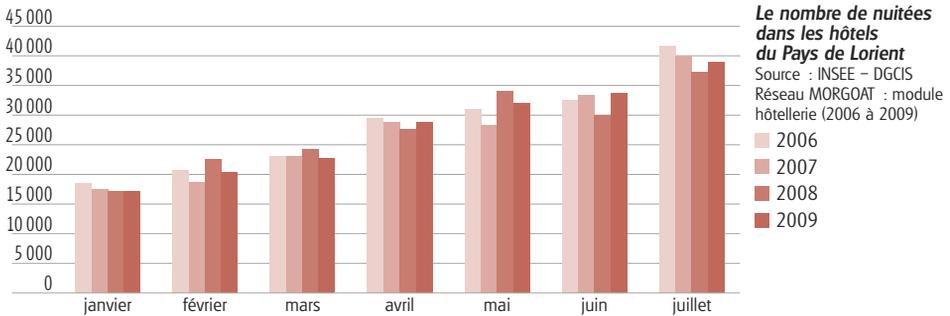
→ Autant de créations, plus de défaillances



La morosité conjoncturelle transparait dans les enregistrements disponibles les plus récents du nombre d'entreprises créées. La création d'entreprises se stabilise (-1,7 %) après un fort ralentissement en 2008 (-5 %). Mais, les défaillances d'entreprises sont en nombre croissant : +23 % en un an.

Pays de Lorient - Tourisme

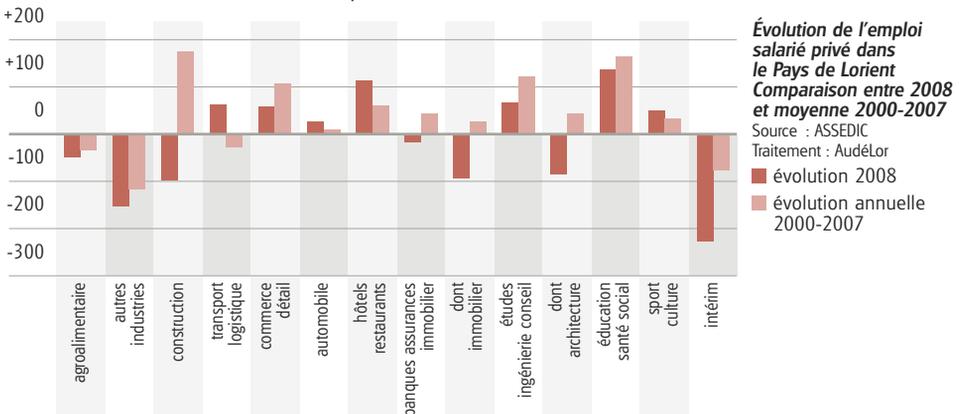
→ La fréquentation reste stable



Au cours du 1^{er} semestre 2009, 155 600 nuitées ont été enregistrées dans les hôtels du Pays de Lorient. La fréquentation des hôtels est stable par rapport à 2008 (-0,1 %) et supérieure à celle constatée en 2007 (+4 %). Le printemps a été plus dynamique qu'en 2008 (+4 %) et le mois de juillet, qui poursuit cette progression de 4,5 % par rapport à juillet 2008, a donné à la saison estivale une perspective d'amélioration... qui reste fortement liée à la météo.

Pays de Lorient - Emploi

→ Construction et intérim sont les plus touchés



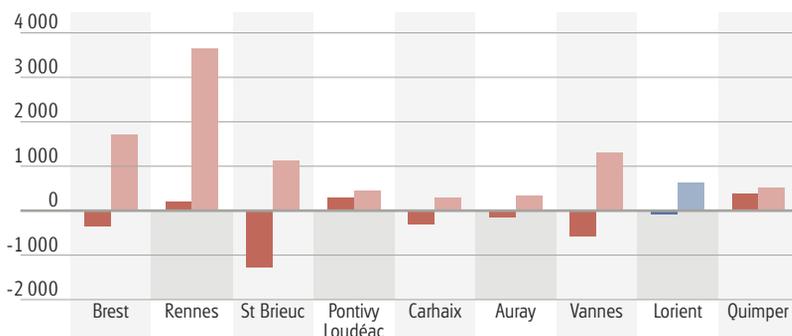
En 2008, le nombre d'emplois salariés a légèrement diminué dans la zone d'emploi de Lorient alors que de 2000 à 2007, en moyenne, on comptait 650 emplois salariés supplémentaires par an. Cette rupture de tendance provient essentiellement de 3 secteurs qui ont été jusqu'à présent les plus touchés :

- la construction : 1^{er} secteur créateur d'emplois de 2000 à 2007 qui connaît en 2008 une forte baisse de l'emploi ;
- les activités immobilières et l'architecture ;
- l'intérim : en diminution beaucoup plus forte que sur la période 2000-2007.

Bretagne - Zones d'emploi

→ La zone d'emploi de Lorient moins affectée que ses voisines

Évolution de l'emploi salarié privé en 2008 dans différentes zones d'emploi bretonnes
Source : ASSEDIC
Traitement : AudéLor

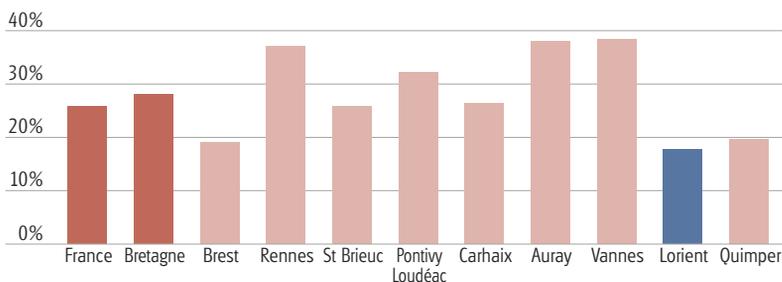


En 2008, l'impact de la crise économique sur l'emploi salarié privé a été nettement plus faible dans la zone d'emploi de Lorient (-0,1 %) que celui subi à Vannes (-1,2 %), Auray (-1,0 %), Carhaix (-2,6 %) ou St Brieuc (-2,3 %). Dans ces zones d'emploi, la dégradation de l'emploi est entraînée en grande partie par des chutes particulièrement fortes de l'intérim.

Lorient - Zone d'emploi

→ Demandeurs d'emploi : +18% en un an

Évolution annuelle du chômage (catégorie A) en juin 2009
Source : DRTEFP et DDTEFP



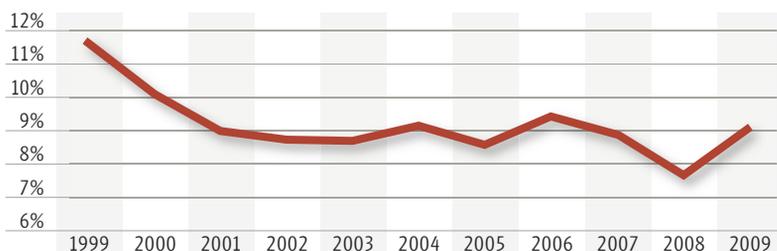
En juin 2009, la zone d'emploi de Lorient compte 9 622 demandeurs d'emploi. La dégradation de la situation est très sensible par rapport à juin 2008. En effet, sur un an, le nombre de chômeurs recensés à l'ANPE est en augmentation de 18 % soit 1 464 personnes supplémentaires en un an. En prenant en compte l'ensemble des catégories "avec actes positifs de recherche d'emploi" (A, B et C), le nombre total est de 15 707 demandeurs d'emploi dans la zone d'emploi de Lorient. Toutefois, l'augmentation du chômage est plus limitée dans la zone de Lorient que dans l'ensemble du Morbihan (+30,7 %) et qu'au niveau régional (+29 % en cat A). Dans certaines zones d'emploi bretonnes (Auray, Vannes ou Rennes), la hausse annuelle dépasse en effet +35 %. Ces zones très dynamiques sur la période précédente ont connu un ralentissement brutal en 2008.

L'augmentation moins forte du chômage dans la zone d'emploi de Lorient provient :

- d'une dégradation moins forte de l'activité en 2008 ;
- d'une moindre augmentation de la population active.

→ Le taux de chômage le plus élevé de Bretagne

Taux de chômage dans la zone d'emploi de Lorient au 1^{er} trimestre
Source : INSEE



Le dernier taux de chômage connu sur la zone de Lorient est de 9,1 % (au 1^{er} trimestre 2009). En un an, il s'est accru de 1,4 point et retrouve le niveau atteint en 2007. Si l'évolution locale suit la tendance nationale, le chômage pourrait d'ici la fin de l'année dépasser les 10 % dans la zone de Lorient et renouer ainsi avec la situation connue en 1999 !

LE SECTEUR D'ACTIVITÉ | L'EMPLOI À LA LOUPE | DONNÉES CONJONCTURELLES | DONNÉES STRUCTURELLES

» Portrait d'un secteur d'activité : le bâtiment

De tout temps, le bâtiment a été un secteur clé de l'économie et un indicateur de sa bonne ou de sa mauvaise santé. Après plusieurs années de croissance, le bâtiment a ressenti, dès l'été 2008, les premiers effets de la crise.

Portrait d'un secteur qui est plus dynamique dans les régions de la façade atlantique que dans le reste de la France.



15%

Travaux publics

→ Répartition de l'activité "bâtiment"

85%

Bâtiment

2,5%

→ Croissance annuelle moyenne entre 1993 et 2006

LE SECTEUR DU BÂTIMENT

L'activité dépend d'abord du logement

La répartition du secteur du bâtiment s'effectue entre deux domaines :

- Le gros œuvre, qui concerne la construction d'ouvrages du bâtiment : terrassement/démolition, maçonnerie et connexes, charpente, couverture
- Le second œuvre qui regroupe tous les travaux d'installation et de finition : chauffage, électricité, menuiserie, métallerie, peinture, vitrerie et revêtement, plâtrerie plomberie.

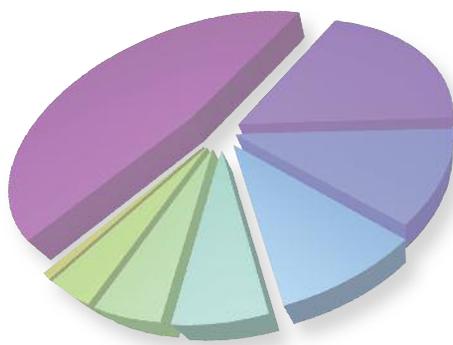
Le secteur du bâtiment se répartit en deux grands segments :

- La construction neuve qui représente **60%** du marché. lui-même divisé en résidentiel, 66%, et non résidentiel, 34%.
- L'entretien rénovation, **40%** du marché, également divisé en résidentiel, 58%, et non résidentiel, 42%.

60%

CONSTRUCTION NEUVE → RÉPARTIE

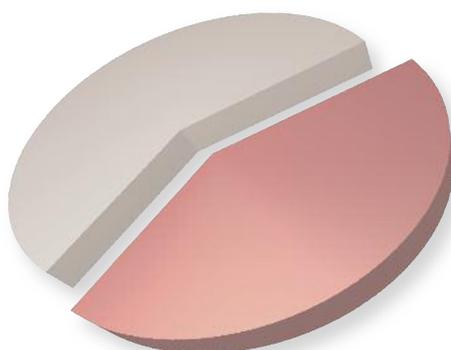
- Bâtiments agricoles
- Commerces
- Bureaux
- Industrie et stockage
- Bâtiments publics
- Logements collectifs
- Logements individuels
- Autres



40%

RÉNOVATION → RÉPARTIE

- Bâtiments non résidentiels
- Logements

**Source**

Les indicateurs du BTP en Bretagne, Cellule économique de Bretagne mars 2008

TPE**TRÈS PETITES ENTREPRISES**

Entreprises de moins de 10 salariés.

PME**PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

Entreprises de 10 à 250 salariés, elles représentent plus des deux tiers de l'emploi en France.

Beaucoup de TPE, surtout dans le Morbihan

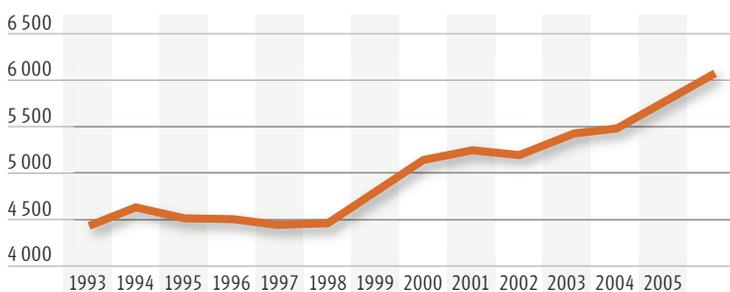
Avec 58% des actifs composés d'artisans indépendants et de **TPE** dont l'effectif moyen est de 3 salariés, le secteur du bâtiment est majoritairement constitué de TPE. Les **PME** sont représentées à hauteur de 42%. Parmi les 1393 PME que compte la Bretagne, l'effectif moyen est de 25 personnes. Le département du Morbihan compte 23,6% des effectifs salariés du bâtiment et plus du quart des établissements de la région.

L'EMPLOI À LA LOUPE

Un secteur pourvoyeur d'emplois

L'évolution des effectifs du bâtiment entre 1993 et 2006 affiche une croissance annuelle moyenne de 2,5 %, du fait d'un redémarrage de l'emploi en 1999. En effet, au cours de ces 13 dernières années, les effectifs sont passés de 4430 en 1993 à 6069 en 2006, soit 1639 salariés supplémentaires (+27 % contre 20,2 % sur l'ensemble de l'emploi privé de la zone d'emploi de Lorient).

En valeur relative, ce sont les métiers de couverture, charpente, plomberie et plâtrerie qui ont le plus augmenté.



*Evolution des effectifs de 1993 à 2006
Zone d'emploi de Lorient*
Source : Assedic,
Traitement AudéLor

PAYS DE LORIENT

1382

ÉTABLISSEMENTS

Le Pays de Lorient compte 1382 établissements pour 5016 salariés, soit 3,6 salariés en moyenne par établissement.

Un recours important à l'intérim

Le recours à l'intérim dans le secteur du bâtiment représente près de 10% en France. Ce taux est identique dans l'industrie alors qu'il n'est que de 2% dans le tertiaire, le taux de recours moyen étant de 4,3% tous secteurs confondus (Source Unedic "L'emploi dans l'intérim" août 2008).

En période de crise, c'est d'abord l'emploi intérimaire qui recule, apparaissant ainsi comme première variable d'ajustement.

BÂTIMENT

1/10

PRÈS D'UN SALARIÉ SUR DIX EST UNE FEMME

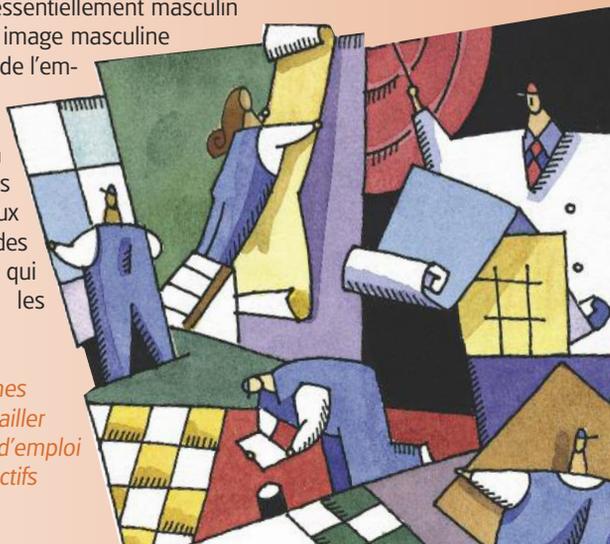
Seul 10% d'entre elles travaillent sur les chantiers, notamment dans le second œuvre.

De plus en plus de femmes

Si le bâtiment reste un monde essentiellement masculin (pénibilité physique du travail et image masculine des métiers du bâtiment), la part de l'emploi féminin croît régulièrement.

Elle progresse grâce à des actions de promotion de la Fédération française du bâtiment (FFB) mais aussi grâce à la mécanisation, aux engins de levage, à l'allègement des matières et du conditionnement qui favorisent leur insertion dans les métiers de production.

→ En 2006, elles sont 562 femmes parmi les 6069 salariés à travailler dans le bâtiment sur la zone d'emploi de Lorient, soit 9,3 % des effectifs contre 7,1 % en 1999.



DONNÉES STRUCTURELLES

Un manque structurel de professionnels

Avec des besoins en jeunes qualifiés estimés à 4100 et un nombre de sorties du dispositif de formation s'établissant à 3100, seuls 75% des besoins en professionnels du bâtiment et travaux publics sont couverts par la formation. Il existe, cependant, de fortes disparités selon les spécialités. Le carrelage, les métiers du bois, le chauffage connaissent un franc succès contrairement, par exemple, à la maçonnerie.

Concernant le chauffage cette lecture est à nuancer car beaucoup de jeunes diplômés se dirigent ensuite vers le secteur des services.

7%

DE L'EMPLOI SALARIÉ

Le secteur du bâtiment incluant les Travaux Publics pèse 6% de l'emploi salarié de la Zone d'emploi et 7% de l'emploi du Pays de Lorient comme de la Région.

Couverture des besoins en Bretagne, secteur du BTP

Extrait de "la relation emploi formation dans le BTP à l'horizon 2011 Cellule Economique de Bretagne, Juillet 2007, Données au 15 mars 2005

Spécialités	Diplômés (sorties optimisées)	Besoins en jeunes qualifiés	Couverture des besoins
Maçonnerie et connexe	417	978	43%
Carrelage	158	108	146%
Charpente bois	144	120	120%
Menuiserie	531	503	106%
Electricité	488	588	83%
Plomberie	127	182	70%
Chauffage	301	92	327%
Métallerie	143	201	71%
Couverture	210	227	93%
Plâtrerie	106	172	62%
Peinture	374	439	85%
Hygiène publique et infra. de transports	81	104	78%
Conduite et Mécaniques	51	112	46%
TOTAL	3 131	4 100	76%

Plus de 3 salariés sur 4 sont des ouvriers qualifiés

En mars 2006, 77,6% des effectifs du bâtiment morbihannais occupent des postes d'ouvriers. Les ouvriers peu qualifiés ne représentent que 22,6% des effectifs contre 55% pour les ouvriers qualifiés ou hautement qualifiés. Les professions intermédiaires, c'est-à-dire les employés, techniciens et agents de maîtrise (Etam) représentent 17,8% des effectifs de ce secteur.

Les ingénieurs et assimilés cadres (IAC) représentent un peu moins de 5% des effectifs du secteur.

PERSONNEL QUALIFIÉ

25%

DES BESOINS NON COUVERTS

Seuls 75% des besoins en personnels du BTP qualifiés sont couverts par la formation. Le taux de remplissage des formations est de 85% toutes spécialités confondues.

Effectifs ouvriers du bâtiment par spécialisation

Extrait de "la relation emploi formation dans le BTP à l'horizon 2011 Cellule Economique de Bretagne, Juillet 2007, Données au 15 mars 2005

Spécialités	Effectifs peu qualifiés	Effectifs qualifiés	Effectifs très qualifiés
Maçonnerie et connexe	31%	39%	30%
Carrelage	23%	35%	42%
Charpente bois	25%	41%	34%
Menuiserie	25%	44%	31%
Electricité	17%	48%	35%
Plomberie et chauffage	21%	39%	40%
Métallerie	29%	45%	26%
Couverture	28%	42%	30%
plâtrerie	26%	37%	37%
Peinture	18%	45%	37%
Hygiène publique et infra. de transports	37%	51%	12%
Conduite et Mécaniques	25%	61%	14%

Petites et jeunes entreprises en danger

La pérennité des entreprises les plus fragiles est aujourd'hui préoccupante. Parmi elles, se retrouvent les entreprises les plus jeunes qui n'ont pas pu se constituer une trésorerie suffisante.

D'après l'Insee la situation de trésorerie de l'ensemble du secteur se dégrade depuis juillet 2008. Les délais de paiement de la clientèle s'allongent. Les petites entreprises risquent d'être fortement affectées.

"Dans les mois à venir elles vont souffrir énormément" annonce la CAPEB. Dans ce contexte de crise générale, les professionnels devront faire face à une concurrence de plus en plus accrue des entreprises voisines qui devront aller de plus en plus loin pour "grappiller" des commandes.

Le secteur du neuf est le plus touché

Le marché de la rénovation reste porteur mais le neuf est le plus touché par la crise. "Lorsque les banques refusent un prêt, il arrive que le client revoit le projet à la baisse", commente un chef d'entreprise, "il choisit une maison plus modeste ou un terrain plus petit".

Alors qu'auparavant on manquait de main-d'œuvre, de nombreuses entreprises s'interrogent sur la réduction de leur effectif. Ainsi, le service économique de la Chambre des métiers des Côtes d'Armor constate que les artisans viennent de plus en plus s'informer sur les procédures de licenciement.

10%

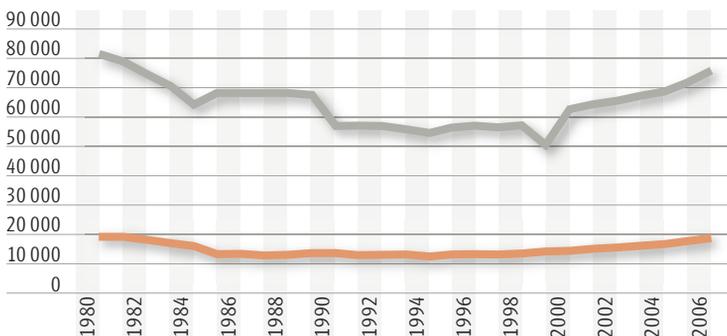
D'INTÉRIMAIRES

En France, 10% des salariés du bâtiment sont des intérimaires alors que le taux moyen, tous secteurs confondus, de recours à l'intérim est de 4,3% (Source Unedic, août 2008).

DONNÉES CONJONCTURELLES

L'embellie des années 2000

L'évolution de longue période montre une dégradation importante de l'emploi dans les années 1980, suivie d'une stabilisation dans les années 1990 et d'une amélioration très sensible dans les années 2000. Les premières années de cette période auront connu une forte création d'emplois.



Evolution des effectifs salariés du bâtiment

■ en Bretagne
■ dans le Morbihan

Source : Caisse Nationale de surcompensation du BTP, Cellule Economique de Bretagne, Données au 15 mars

En 2008, une baisse évidente d'activité

Depuis l'été 2008, la conjoncture continue de se dégrader dans le secteur du bâtiment. L'activité a fléchi ces derniers mois que ce soit dans le gros œuvre ou dans le second œuvre. Cette baisse d'activité devrait malheureusement s'accroître dans les mois à venir. Les perspectives générales d'activités sont en baisse et s'établissent à un niveau très inférieur à leur moyenne de longue période, signe que les entrepreneurs sont très pessimistes sur la situation globale du secteur. Le Président du Tribunal de commerce de Vannes, Yves Béliard, annonçait dans un article du Télégramme début octobre 2008, que certaines entreprises "commencent à avoir des problèmes de trésorerie en raison de la baisse des commandes. Nous nous attendons à voir davantage de dépôts de bilan dans le bâtiment dans les temps à venir".

Ces derniers mois les créations d'emplois sont restées modestes mais devraient à nouveau fléchir. Les emplois des intérimaires disparaissent peu à peu avec toutefois une situation moins défavorable dans le second œuvre et pour les structures les plus importantes en termes de taille.

BRETAGNE

Un pôle industriel éolien est-il envisageable ?



Une étude, coordonnée par Audélor, a analysé les tendances du marché et les perspectives de la filière éolienne avant de s'interroger sur la faisabilité d'un pôle industriel éolien en Bretagne. Son champ d'investigation couvrirait les domaines de la construction d'éoliennes, de la recherche et développement, et des services d'exploitation et de maintenance, avec pour cibles l'éolien terrestre aussi bien que l'éolien offshore.

+ d'infos

→ contact@audelor.com

Un secteur d'activité émergent

Dans le cadre du développement des énergies renouvelables, l'État a mis en place dans les départements bretons, en 2005, un schéma départemental de recommandations pour l'implantation des éoliennes, visant à la fois à favoriser et réguler le développement de l'éolien. Le marché actuel est dominé par l'éolien terrestre, la tendance constatée pour les machines étant l'augmentation des puissances unitaires, pour atteindre en série au moins 6 MW au lieu de 3 MW aujourd'hui.

Au-delà de l'implantation de parcs de production, l'éolien est un secteur d'activité en émergence, qui représente une

source potentielle de développement économique. Dans cette perspective, notre région bénéficie de plusieurs atouts avec un marché local significatif bénéficiant d'un gisement de vent important, des expertises sur les technologies de l'éolien, des compétences connexes (composite, électronique de puissance, acoustique), et un potentiel portuaire facilitant le transport.

Fabrication et assemblage, secteurs bouchés

Compte tenu du niveau d'industrialisation, de productivité, des constructeurs leaders étrangers (Allemands et Danois), et de leurs

parts de marché, la naissance d'un nouveau constructeur de machines français est considéré comme utopique. Pour des raisons similaires, l'implantation d'un site d'assemblage de machines en Bretagne, est évaluée comme peu probable. Les futurs marchés en développement sont en Italie, Espagne, Portugal, voire en Afrique du Nord.

Certains constructeurs optent pour la fabrication des pièces lourdes (fonderie, mâts...) à proximité des zones d'implantation. La fabrication en sous-traitance par des entreprises bretonnes est donc plausible. Mais les pratiques financières des groupes étrangers, et les tendances actuelles de fusion, voire de rachat, supposeraient la création de joint-venture entre entreprises bretonnes et étrangères.

Une possibilité dans l'exploitation maintenance

Les créneaux réalistes portent principalement sur l'exploitation des parcs et sur la maintenance, avec la nécessité pour les entreprises locales d'être en capacité de fabriquer certaines pièces de rechange. Les arrêts d'exploitation devant être très courts, certaines entreprises étrangères recherchent des compétences locales (fonderie, électronique...). Certains fabricants conservent toutefois la maintenance en interne pour des raisons liées aux assurances. Quant à la télé-maintenance, elle reste à être développée.

L'offshore est le marché du futur

Concernant l'éolien offshore, dit de deuxième génération (les éoliennes flottantes), la priorité est à la recherche et développement. La technologie, en cours de développement en Europe du Nord, n'est pas encore stabilisée, tant au niveau des machines qu'au niveau de leur installation et maintenance.

En effet, si l'offshore actuel repose sur l'implantation de machines terrestres ancrées en mer à des profondeurs moyennes de 30 m, et pour des parcs de 100 MW, le futur est à l'implantation de parcs plus conséquents avec des puissances trois fois supérieures. De plus, l'incompatibilité entre les usages littoraux (pêches artisanales, nautisme...), impose un éloignement conséquent du rivage.

Une carte à jouer pour la Bretagne

Sur les aspects maritimes, la Bretagne dispose de compétences pointues et d'un fort potentiel de recherche et développement. Pour s'exprimer, il nécessite une coopération accrue entre industriels et centres de recherche privés et publics, et un soutien actif des pouvoirs publics. L'éventualité d'un pôle de recherche et centre d'essai est aujourd'hui crédible.

Au-delà de la fabrication, des compétences en installation/maintenance des parcs et des machines sont à développer. Il existe un potentiel pour les entreprises de construction réparation navale dans la fabrication de navires de maintenance spécifiques, ainsi que de barges de transport et assemblage. Les systèmes d'ancrage et de terrassement marins nécessitent également des compétences spécifiques, que détiennent les entreprises bretonnes.

Il faut anticiper

Le développement de l'éolien offshore reste toutefois étroitement lié aux infrastructures portuaires et aux espaces dédiés pour l'assemblage, la fabrication et la maintenance. La réussite de cette future filière est liée aux réserves portuaires qu'il s'agit d'ores et déjà de prévoir. Les espaces nécessairement en bord à quai, sont évalués entre 5 à 10 ha au minimum, et les ports doivent être situés à moins de 100 km des sites d'implantation.

UN PARC ÉOLIEN

À
MULTIPLIER
PAR **6**

La France s'est engagée à produire 21 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables à l'horizon 2010. Des estimations jugent que, pour respecter cet engagement, le parc éolien français installé doit être multiplié par 6 en 5 ans.

DANS LE MORBIHAN, OBJECTIF

300

MÉGAWATTS

En Bretagne, les objectifs de production d'énergie éolienne ont été définis à 1000 MW d'ici 2010, dont 300 MW en Morbihan. À ce jour, la production du département se monte à 10,8 MW. Près de 170 MW sont en projet.

DÉOLIEN OFFSHORE,

4000

MÉGAWATTS EN 2015

La France s'est fixée pour objectifs 4000 MW en 2015 et 6000 MW en 2020.

Le Royaume-Uni cible les 33 000 MW.

Le cadre de l'étude

L'étude a été menée de 2007 à 2008, et financée dans le cadre des actions collectives entre l'État (Drire Bretagne) et le Conseil Régional. Coordonnée par AudéLor, cette étude confiée au bureau d'études Druides Conseil a également obtenu le soutien de l'Agence Économique de Bretagne.

Elle comprenait un volet économique avec l'évaluation des tendances et des perspectives du marché et un volet développement avec l'analyse des possibilités d'évolution du tissu industriel actuel sur la production d'éolienne, et sur les conditions d'implantation de nouvelles entreprises y compris étrangères.

Urbanisation du Pays de Lorient

La densité bâtie

Les cartes ci-contre illustrent la diffusion du bâti sur le territoire entre 1960 et 2005, avec le phénomène de péri-urbanisation qui voit les villes s'étendre à leur périphérie. C'est en première couronne périphérique ouest de Lorient que l'augmentation des surfaces bâties a été la plus importante.

Ces communes ont été les premières bénéficiaires des arrivées de population et de croissance du nombre de logements depuis les années 1970.

La réalisation de la RN 165 dans les années 70 a constitué un facteur déterminant de l'urbanisation de la Bretagne-Sud.

Les zones d'activités se sont multipliées le long de cet axe routier, ainsi que les quartiers résidentiels autour des bourgs situés à proximité d'un échangeur. Certaines communes, comme Gestel, ont vu leur surface bâtie presque doubler en 45 ans.

La surface au sol occupée par le bâti n'a cessé de croître durant cette période. Aujourd'hui la surface urbanisée de l'ensemble du Pays de Lorient représente 7000 hectares, soit un peu plus de 8% de la superficie totale du territoire.

